

**MAIRIE
de
CHAMPNETERY
Haute-Vienne
87400**

Tél. : 0555560154

Fax : 0555565475

**CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 28 AOÛT 2014**

COMPTE RENDU SOMMAIRE (affiché en exécution de l'article L121-17 du Code des Communes)

- PRÊT A TAUX BONIFIE PAR LE CONSEIL GENERAL :

Vu la délibération du Conseil Municipal n°2014-49- en date du 15/05/2014 ;

Vu l'accord, à la Commune de Champnétery, de la Commission permanente du Conseil Général de la Haute-Vienne, lors de sa séance du 04 juillet 2014, d'un prêt à taux bonifié, selon le dispositif mis en place avec la Caisse d'Epargne, d'un montant de 4 600€, en vue de financer des travaux de voirie ;

Le Conseil Municipal, après avoir pris connaissance des conditions générales du prêt et après en avoir délibéré,

- **DECIDE de contracter l'emprunt correspondant auprès de la Caisse d'Epargne d'Auvergne et du Limousin, aux conditions suivantes :**

- *montant du prêt = 4 600€

- *taux d'intérêt avant bonification = 3,28%

- *taux d'intérêt après bonification = 1,28%

- *durée = 10ans

- *périodicité = annuelle

- *amortissement progressif

- *frais de dossiers= 50€.

- **AUTORISE M. le Maire à signer le contrat de prêt correspondant et à prendre les décisions nécessaires aux fins envisagées.**

- INSTITUTION D'UNE TAXE D'AMENAGEMENT SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE CHAMPNETERY :

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 331-1 et suivants ;

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

DECIDE d'instituer sur l'ensemble du territoire communal, la taxe d'aménagement au taux de 2,5% .

La présente délibération est valable pour une durée de 3 ans minimum (soit jusqu'au 31 décembre 2017, puis renouvelable tacitement d'année en année). Toutefois, le taux fixé ci-dessus et les exonérations éventuelles pourront être modifiés tous les ans.

Elle est transmise au service de l'État chargé de l'urbanisme dans le département au plus tard le 1er jour du 2^{ème} mois suivant son adoption.

- AVENANT N°1 A LA CONVENTION DE PARTENARIAT, ENTRE LE CONSEIL GENERAL ET LA COMMUNE DE CHAMPNETERY, RELATIVE AUX SERVICES REGULIERS DE TRANSPORT PUBLIC DESTINES A TITRE PRINCIPAL OU EXCLUSIF A LA DESSERTE DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES :

M. le Maire indique au Conseil que Mme la Présidente du Conseil Général propose de proroger d'une année supplémentaire la convention de partenariat, relative aux services réguliers de transport scolaire, qui est arrivée à échéance à la fin de l'année scolaire 2013/2014 ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **ACCEPTE l'avenant n° 1 à la convention de partenariat relative aux services réguliers de transport public destinés à titre principal ou exclusif à la desserte des établissements scolaires co-signée par le Conseil Général de la Haute-Vienne et la Commune de Champnétery le 07/10/2010, ayant pour but de la proroger d'une année scolaire supplémentaire, tel qu'annexé à la présente délibération ;**
- **AUTORISE M. le Maire à signer cet avenant n°1.**

- CONVENTION, ENTRE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE NOBLAT ET LA COMMUNE DE CHAMPNETERY, DE PRESTATION DE SERVICES RELATIVE AUX NOUVELLES ACTIVITES PERISCOLAIRES INTRODUITES DANS LE CADRE DE LA REFORME DES RYTHMES SCOLAIRES :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'arrêté préfectoral 2004-976 du 04 juin 2004 portant création de la Communauté de Communes de Noblat ;

Vu l'arrêté préfectoral du 28 janvier 2014 portant modification des statuts de la Communauté de Communes de Noblat ;

M. le Maire expose que les Communes membres de la Communauté de Communes de Noblat ont sollicité l'intervention des services de la Communauté de Communes de Noblat pour réaliser des interventions dans le cadre des Nouvelles Activités Périscolaires résultant de la mise en œuvre de la réforme des rythmes scolaires.

M. le Maire rappelle l'article 6 des statuts de la Communauté de Communes de Noblat qui mentionne que « en vertu de l'article L.5214-16-1 du CGCT, la Communauté de Communes peut conclure avec ses Communes membres des conventions par lesquelles l'un d'elles confie à l'autre la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions. ».

M. le Président de la Communauté de Communes de Noblat propose que soient établies des conventions qui permettront à la Communauté de Communes, en fonction de ses moyens matériels et humains, d'intervenir dans le cadre des Nouvelles Activités Périscolaires pour le compte des Communes qui en feront la demande.

Cette convention fixera, notamment, le remboursement qui sera déterminé en fonction de la prestation fournie et la durée de la convention à savoir 1 an.

Afin de conclure une telle convention, une délibération doit être prise par l'ensemble des Conseils Municipaux concernés et le Conseil Communautaire.

M. le Maire informe le Conseil que le Conseil Communautaire, lors de sa séance du 10/07/2014 a approuvé la dite convention.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par
14 voix POUR, 0 CONTRE et 0 ABSTENTION

- **APPROUVE l'établissement de conventions de prestation avec les Communes membres ;**
- **APPROUVE la convention telle qu'annexée à la présente délibération ;**
- **AUTORISE M. le Maire à signer ladite convention.**

- ACHAT D'UN FAX POUR LA MAIRIE :

M. le Maire expose au Conseil que vu la défaillance du fax de la Mairie il a été nécessaire de le remplacer au plus vite.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **ACCEPTE la facture de l'EURL Adec Informatique, d'un montant de 283,80€ TTC, concernant l'acquisition d'un fax « Samsung SF 760P » pour la Mairie ;**
- **AUTORISE M. le Maire à payer cette facture ;**
- **DIT que les crédits nécessaires sont inscrits au BP 2014.**

- ACHAT DE MATERIEL INFORMATIQUE POUR LA MAIRIE :

M. le Maire expose au Conseil qu'il est nécessaire d'acquérir du matériel informatique pour la Mairie. Deux offres, concernant ce matériel, ont été réceptionnées.

M. le Maire présente les deux propositions au Conseil.

Le Conseil Municipal, après examen des devis proposés par ces deux sociétés, et après en avoir délibéré,
par 13 voix POUR, 0 voix CONTRE et 0 ABSTENTION

- **ACCEPTE le devis de l' EURL ADEC Informatique, moins disante, concernant l'achat de matériel informatique pour la Mairie, d'un montant total de 1 723,05€ HT (soit 2 067,66€ TTC) ;**
- **AUTORISE M. le Maire à commander ce matériel à l' EURL ADEC Informatique ;**
- **DIT que les crédits nécessaires sont inscrits au BP 2014.**

- DELIBERATION MODIFICATIVE N°1 –VIREMENTS DE CREDITS –EXERCICE 2014 – BUDGET PRINCIPAL :

M. le Maire expose au Conseil que les crédits prévus à certains chapitres du **budget primitif PRINCIPAL de l'exercice 2014** étant insuffisants, il est nécessaire d'effectuer les virements de crédits ci-après :

<i>OBJET DES DEPENSES</i>	<i>Diminution sur crédits déjà alloués</i>		<i>Augmentation des crédits</i>	
	<i>Chapitre et article</i>	<i>somme</i>	<i>chapitre et article</i>	<i>somme</i>
* IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS-INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES-	2315	2 400€		
* AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES – MATERIEL DE BUREAU ET MATERIEL INFORMATIQUE-			2183	2 400€
TOTAUX		2 400€		2 400€

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

APPROUVE les virements de crédits indiqués ci-dessus .

- REALISATION D'UN DOCUMENT UNIQUE D'EVALUATION DES RISQUES PROFESSIONNELS :

M. le Maire informe le Conseil que le décret n°2001-1016 du 05/11/2001, découlant de la loi n°91-1414 du 31/12/1991, précise que l'employeur a obligation d'établir un document relatif à l'évaluation des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs.

Ce document unique, mis à jour annuellement, est imposé à tout employeur en vertu des dispositions de l'article R4121-1 du Code du Travail.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **AUTORISE M. le Maire à nommer, parmi le personnel communal, deux Assistants de Prévention (AP) volontaires : un au sein du service Technique et un au sein du service Administratif ;**
- **AUTORISE M. le Maire à signer la convention, confiant au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Haute-Vienne la fonction d'Inspection en matière de santé et de sécurité au travail, telle qu'annexée à la présente délibération.**

- NEUTRALISATION DE L'EAU POTABLE – RENOUVELLEMENT DE DEMANDE DE SUBVENTIONS AUPRES DU CONSEIL GENERAL DE LA HAUTE-VIENNE ET DE L'AGENCE DE L'EAU LOIRE BRETAGNE :

Vu le Diagnostic du Réseau d'Eau Potable de la Commune de Champnétery établi par le Bureau d'Etudes ACTREAD Environnement en Janvier 2010 et notamment ses pages n° 44 à 49, concernant la neutralisation de l'eau (aspect technique et estimatif financier) ;

Vu le rapport provisoire de l'A.R.S., suite à une inspection des captages et forage de Champnétery le 14/06/2012, et notamment sa page n°16 –ART.4.6.2 Traitement de l'agressivité- ;

Vu les délibérations du Conseil Municipal n°2012-70- du 15/11/2012 et n°2013-66- du 19/09/2013;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **DECIDE de RENOUVELER sa demande de subventions auprès du Conseil Général de Haute-Vienne et de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne, pour :**
« Maîtrise d'œuvre et Travaux pour la création d'une unité de neutralisation des eaux et pour centralisation des ressources sur ce traitement »
suivant le diagnostic-schéma directeur, joint à la présente délibération, établi par la Sté ACTREAD Environnement (coût estimatif établi en 2010 = 275 000€ et donc à réactualiser ~ 300 000€)
- **DIT que la programmation de ce projet sera effectuée au vu des aides financières attribuées et de la capacité de financement du Budget Communal du service annexe de l'Eau Potable.**

- CONVENTION ET TARIF DE CAUTION DE LOCATION DE TENTE MODULABLE :

Vu la délibération du Conseil Municipal, en date du 16 septembre 2010, relative aux tarifs de location des tentes modulables acquises par la Commune ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **DECIDE de fixer, à compter du 01 septembre 2014, la caution de location à 170€ par module de tente de réception ;**
- **ACCEPTE la convention de location de tente modulable, telle qu'annexée à la présente délibération ;**
- **AUTORISE M. le Maire à signer cette convention lors de chaque location de module de tente de réception, à compter du 01 septembre 2014.**